

**ASTP**

ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN  
DU THÉÂTRE PRIVÉ

48 rue de Laborde 75008 Paris – Tél : 01 42 27 45 97  
[www.astp.asso.fr](http://www.astp.asso.fr)

## *REGLEMENT INTERIEUR*

Adopté par

L'Assemblée générale du 13 juin 2024

## **TITRE I**

### **GENERALITES**

#### **Article 1 : Objet du Règlement Intérieur**

Conformément à l'article 9 des Statuts de l'Association pour le Soutien du Théâtre Privé, le Règlement intérieur a pour objet de définir les aides proposées par l'Association, de préciser les règles et procédures applicables pour y prétendre, ainsi que les modalités de calcul permettant d'en arrêter les montants.

De la même façon, le Règlement intérieur fixe les conditions dans lesquelles l'Association peut initier et gérer des opérations en faveur de l'intérêt général de la profession.

Enfin, le Règlement intérieur instaure des sections et comités de gestion spécialisés, chargés de la mise en œuvre des programmes d'aides de l'Association.

#### **Article 2 : Champs d'intervention de l'Association**

Comme précisé dans le préambule des Statuts de l'Association, son champ d'intervention s'inscrit dans le périmètre tracé par la législation relative à la taxe sur les spectacles d'art dramatique, lyrique et chorégraphique.

A ce titre, l'Association est fondée à proposer ses aides à ses adhérents, entrepreneurs de spectacles privés, non subventionnés, mais également à toutes structures, y compris subventionnées sur fonds publics, dès lors que leurs activités de production ou de diffusion de spectacles les placent dans le champ de l'assujettissement à la taxe susmentionnée.

#### **Article 3 : Financement des aides et présentation budgétaire**

Adopté par le Conseil d'administration, puis ratifié par l'Assemblée générale, le budget annuel de l'Association prévoit les recettes et les dépenses affectées à chacun des dispositifs d'aides et divers programmes d'intervention tels que définis dans le présent Règlement intérieur.

La présentation du budget de l'Association permet d'identifier l'origine et la part des recettes affectées à ces dispositifs et programmes.

#### **Article 4 : Comités de gestion**

Instaurés par sections, dans les conditions précisées ci-après, les comités de gestion sont chargés d'appliquer et de veiller à la bonne application de dispositifs d'aides réservés aux entrepreneurs adhérents.

Ils ont également la faculté de formuler des propositions d'aménagement de ces dispositifs, lesquelles propositions devront nécessairement recevoir l'accord du Conseil d'administration et, le cas échéant, de l'Assemblée générale si elles supposent une modification du Règlement intérieur.

Par ailleurs, les comités de gestion peuvent être amenés, à la demande du Président, du Délégué Général ou d'un adhérent qui le solliciterait, à examiner toutes les contestations ou demandes d'interprétation émanant d'entrepreneurs adhérents se rapportant à l'application des dispositifs d'aides proposés par l'Association.

Les représentants du Ministère de la Culture et de la Ville de Paris ont libre accès aux réunions des comités de gestion instaurés par le présent Règlement.

Le Délégué Général assiste également à toutes les réunions des comités de gestion. Celles-ci font l'objet d'un compte-rendu diffusé dans les deux mois à tous leurs membres et participants.

#### **Article 5 : Prévention des conflits d'intérêts**

Lorsque le Conseil d'administration ou le comité de gestion de la section compétente est appelé à donner son avis sur une affaire concernant un de ses membres ou un dossier présenté par l'un d'eux, celui-ci sera invité par le Président de séance à se retirer des débats pendant la durée de la discussion le concernant, et, le cas échéant, à ne pas prendre part au vote sur l'affaire ou le dossier le concernant.

#### **Article 6 : Principe de compensation**

L'Association est autorisée à procéder à la compensation entre toutes créances et dettes de ses entrepreneurs - adhérents ou de tous bénéficiaires de ses aides à quelque titre que ce soit.

Ainsi, l'Association pourra prélever sur toute somme disponible et due à l'adhérent ou au bénéficiaire en vue de régulariser toute dette que les intéressés auraient contractée à l'égard de l'Association.

## **Article 7 : Respect des obligations légales et réglementaires**

Tout demandeur et tout bénéficiaire des aides de l'Association doit être en mesure de justifier qu'il respecte intégralement et de façon permanente toutes les obligations légales et réglementaires inhérentes à l'activité d'exploitant de salle, de producteur ou de diffuseur de spectacles, notamment en matière de droit du travail, droit de la propriété intellectuelle, réglementation sur les établissements recevant du public, application de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant, législation relative à la taxe fiscale instaurée au profit de l'ASTP.

De même, tout demandeur et / ou bénéficiaire des aides de l'ASTP doit respecter le protocole de prévention des violences et du harcèlement sexistes et sexuels annexé au présent règlement intérieur.

Tout manquement à ces obligations expose leurs auteurs à ne pouvoir accéder, ponctuellement ou définitivement aux dispositifs d'aides proposés par l'Association, ou à l'annulation d'une aide qui leur aura été indûment attribuée.

## **Article 8 : Approbation et modifications du Règlement intérieur ; compétences propres du Conseil d'administration**

Le Règlement intérieur et ses modifications doivent faire l'objet d'une approbation de l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration.

Ce principe ne concerne pas les dispositions pour lesquelles le Règlement intérieur instaure une compétence propre du Conseil d'administration.

Lorsque le Conseil d'administration n'est pas appelé en cours de saison à délibérer sur les barèmes et modalités de calcul des aides en vue de la prochaine saison, les barèmes et modalités de calcul des aides en vigueur sont réputés être prorogés pour cette prochaine saison.

## **TITRE II**

### **LA SECTION DES AIDES A L'EXPLOITATION DE SPECTACLES EN LIEUX FIXES**

#### **Article 9 : Composition du comité de gestion de la section**

La section des Aides à l'exploitation de spectacles en lieux fixes est gérée par un comité de gestion composé comme suit :

- le Président du Conseil d'administration
- les deux Vice- Présidents du Conseil d'administration
- le Secrétaire Général
- le Trésorier
- trois Directeurs désignés par le pôle Théâtre d'Ekhoscènes
- un représentant désigné par le Syndicat National des Entrepreneurs de Spectacles
- deux représentants désignés par la Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action Culturelle
- un représentant de l'ADAMI
- 1 Directeur représentant les théâtres de moins de 300 places,
- 1 Directeur représentant les théâtres de 300 à 500 places,
- 1 Directeur représentant les théâtres de plus de 500 places,
- 1 Directeur représentant les théâtres de plus de 800 places

#### **Article 10 : Budget de la section**

Le budget de la section des aides à l'exploitation de spectacles en lieux fixes est alimenté, en recettes, par une part des recettes de la taxe fiscale instaurée au profit de l'Association, par des subventions allouées à l'Association, notamment par la Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes (ADAMI), et par toute autre ressource autorisée par la Loi.

#### **Article 11 : Adhésion à la section, conditions d'éligibilité et dispositif de soutien transitoire accessible aux nouveaux adhérents**

##### **Al. 1 Adhésion à la section et conditions d'éligibilité**

Sont adhérents à la section des aides à l'exploitation de spectacles en lieux fixes tout exploitant d'un lieu de spectacles ayant satisfait aux conditions d'adhésion prévues aux articles 2 et 3 des Statuts.

Sont qualifiés de « Membres actifs » et, à ce titre, éligibles aux aides de la section, les adhérents répondant aux conditions suivantes :

- Donner par année civile un minimum de :

- .120 représentations pour les salles de plus de 800 places,
- .150 représentations pour les salles de 400 à 800 places,
- .200 représentations pour les salles de moins de 400 places,

Assujetties à la taxe fiscale au profit de l'ASTP.

Le nombre minimum de représentations par année s'apprécie en moyenne sur les 3 dernières années pleines écoulées.

La saison se définit par la période allant du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août.

Le Conseil d'administration pourra être saisi d'une demande de dérogation exceptionnelle par un membre actif ne justifiant pas du nombre minimum de représentations ; en cas d'acceptation, une nouvelle demande de dérogation ne pourra être présentée la saison suivante.

- Avoir acquitté à l'ASTP, au titre de ces représentations, et au cours de l'année civile écoulée, un montant minimum de taxe fiscale fixé annuellement et calculé en multipliant la jauge de la salle par un forfait au fauteuil.

La jauge prise en compte est celle déclarée à l'Association, lors du renouvellement annuel de l'adhésion ; en cas de changement de jauge en cours de saison, celle-ci doit faire l'objet d'une information immédiate auprès de l'Association.

La délibération du Conseil d'administration fixant les minima de taxe acquittée pour prétendre à la garantie au cours de la saison à venir doit être adoptée avant le 30 avril de l'année en cours ; à défaut, les minima fixés pour la saison écoulée demeurent applicables.

Le Conseil d'administration pourra être saisi d'une demande de dérogation exceptionnelle par un membre actif ne justifiant pas du montant minimum de taxe acquittée ; en cas d'acceptation, une nouvelle demande de dérogation ne pourra être présentée la saison suivante.

Tout nouvel adhérent ASTP est soumis à une période probatoire d'une saison, afin de satisfaire au nombre minimum requis de représentations assujetties à la taxe ASTP, et au montant minimum de taxe fiscale.

Toutefois, s'il n'est pas en mesure d'atteindre les conditions lui permettant de devenir membre actif à l'issue de la première saison, le nouvel adhérent a la possibilité de solliciter auprès de la commission spéciale définie en article 12 du règlement intérieur, la prolongation de sa période probatoire d'une saison complémentaire, et d'en porter ainsi la durée à deux saisons. L'adhérent formule sa demande de prolongation de période probatoire à minima trois mois avant la fin de la saison. La période probatoire ne pourra pas dépasser deux saisons.

Tout adhérent à la section qui perd sa qualité de membre actif, faute de satisfaire aux conditions d'éligibilité ci-dessus définies, la retrouve dès la saison suivant celle au cours de laquelle il a de nouveau souscrit à ces conditions d'éligibilité.

En cas de travaux engagés dans un théâtre nécessitant sa fermeture au-delà d'une saison complète, son exploitant retrouve les droits attachés à sa qualité de membre actif dès la saison au cours de laquelle survient sa ré-ouverture ; en particulier, il bénéficie du droit de tirage, défini à l'article 13 - alinéa 9, auquel il aurait pu prétendre au titre de la saison suivant celle de sa fermeture.

Les droits attachés à la qualité de membres actifs sont transférés à tout acquéreur d'un théâtre disposant de cette qualité, qu'il s'agisse d'une cession de fonds de commerce ou de l'acquisition des parts de la société exploitante du théâtre

#### Al. 2 Dispositif de soutien transitoire accessible aux nouveaux adhérents – Aide à l'emploi

Les nouveaux théâtres adhérents peuvent accéder, durant leur période probatoire et sous certaines conditions, à un dispositif d'aide à l'emploi non-remboursable. Ce régime d'aide est accessible sous les conditions suivantes, pour deux dossiers de productions pour la première saison :

- Le spectacle, assujéti à la taxe ASTP, doit être produit ou co-produit à 30% au minimum par le nouveau théâtre adhérent ;
- Une série d'exploitation initiale du spectacle au sein du théâtre d'au moins 30 dates – continues ou discontinues - doit être prévue ;
- 20 services de répétition minimum doivent être effectués pour le ou les rôle(s) principaux et le metteur en scène, et 10 services de répétition minimum pour le ou les rôles secondaires ;
- Les minima de la convention collective nationale du spectacle vivant privé doivent être respectés
- Ce dispositif de soutien est disponible jusqu'à 100 dates cumulées au maximum pour la saison.

L'aide à l'emploi non-remboursable prend en charge, lors de la première saison de la période probatoire :

- 50% de la rémunération chargée des artistes intermittents pour 20 ou 10 services de répétition suivant les cas, et 50% de la rémunération chargée des techniciens relative aux horaires de répétition effectivement réalisés, hors techniciens permanents ou assimilés ;
- Pour les représentations, 50% du différentiel de rémunération chargée entre les cachets habituellement versés par le nouveau théâtre adhérent, et le minimum conventionnel des cachets chargés des personnels artistiques et techniques employés sur le spectacle.

Si la période probatoire est prolongée d'une deuxième saison, l'aide à l'emploi non-remboursable est possible pour deux dossiers de production avec une prise en charge dégressive correspondant à :

- 25% de la rémunération chargée des artistes intermittents pour 20 ou 10 services de répétition suivant les cas, et 25% de la rémunération chargée des techniciens relative aux horaires de répétition effectivement réalisés, hors techniciens permanents ou assimilés ;
- Pour les représentations, 25% du différentiel de rémunération chargée entre les cachets habituellement versés par le nouveau théâtre adhérent, et le minimum conventionnel des cachets chargés des personnels artistiques et techniques employés sur le spectacle.

Le différentiel de rémunération est apprécié par l'ASTP, sur la base des rémunérations effectivement versées par le nouvel adhérent au cours des 2 saisons précédant son adhésion.

Le dossier d'aide est déposé au moyen de :

- Un budget prévisionnel en amont du montage, au plus tard 15 jours avant la date de première;
- Un bilan d'exploitation définitif, à l'issue des représentations concernées.

Une avance forfaitaire de 50% du montant d'aide prévisionnel peut-être consentie par l'ASTP pour faciliter le recours des nouveaux théâtres adhérents à l'aide.

## **Article 12 : Commission spéciale.**

Une commission spéciale est constituée, en complément du comité de gestion. Elle est chargée de se prononcer dans un délai maximum de 8 jours dans certaines situations intéressant la gestion des aides à l'exploitation, exigeant une réponse rapide, tout en respectant un principe de collégialité.

En tout état de cause, ses avis sont systématiquement portés à la connaissance du comité de gestion et définitivement approuvés par lui.

La commission spéciale est composée de quatre membres, dont le Président de l'Association, un directeur siégeant au Conseil d'administration et deux directeurs n'appartenant pas aux instances dirigeantes de l'Association.

A l'exception du Président, les membres de la commission spéciale sont nommés par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, à l'occasion du renouvellement quadriennal du mandat du Conseil.

En cas de vacance, le Conseil d'administration pourvoit au remplacement par cooptation.



Les avis de la Commission spéciale sont requis dans les cas suivants :

- Demande d'accès, à titre exceptionnel, à un 4<sup>e</sup> dossier par saison
- Demande de délivrance, à titre exceptionnel, d'une avance sur droit de tirage
- Demande de prolongation de garantie
- Demande de nouvelle délivrance de la garantie sur un spectacle ayant connu une exploitation précédemment déficitaire
- Demande de reprise de la garantie après interruption imprévue d'un spectacle
- Exercice de son droit de retrait par l'ASTP
- Exonération, totale ou partielle, des « droits de rétrocession - Captation » ou « droits de rétrocession - Tournées »
- Prolongation de la période probatoire d'une saison complémentaire

### **Article 13 : La garantie de déficit**

#### al.1 Définition

La garantie de déficit désigne l'engagement contractuel de l'ASTP de prendre en charge une partie du déficit d'exploitation d'un spectacle couvert par ladite garantie, selon les dispositions prévues à l'article 13 du présent Règlement intérieur.

A l'exception des cas particuliers de reprise de la garantie, dans les conditions fixées à l'alinéa 7 ci-dessous, un spectacle dont l'exploitation déficitaire a provoqué la participation effective de l'ASTP au titre de sa garantie ne peut à nouveau bénéficier de celle-ci durant une période de cinq années suivant la fin de sa précédente exploitation.

Cette exclusion s'entend au sens du spectacle (production, mise en scène, distribution), non au sens de l'œuvre interprétée.

#### Al.2 Conditions d'engagement de la garantie de déficit

La garantie ne peut être délivrée que sur un spectacle produit ou co- produit par le théâtre membre actif de l'Association ; en cas de co-production, sa part doit être d'au moins 30 % de celle-ci.

Lorsque la garantie de déficit est délivrée sur un spectacle en coproduction, le coproducteur du théâtre ne peut intervenir comme prestataire de la coproduction dont il est membre, sauf à ce que l'ASTP déduise des comptes du spectacle le montant des prestations ainsi facturées.

Toutefois, s'il s'agit de dépenses de montage refacturées à l'Euro à la société en participation par l'un des coproducteurs, après que ce dernier a été amené à contracter directement avec un tiers prestataire, ces dépenses seront prises en compte à la condition de fournir à l'ASTP un double de la facture initiale du tiers prestataire.

Dans tous les cas de figure, le théâtre doit justifier de sa qualité d'employeur du plateau artistique.

Toutefois, la garantie peut également être délivrée sur un spectacle exploité en co-réalisation par le théâtre membre actif, y compris lorsque celui-ci n'est pas employeur du plateau artistique.

Dans ce cas particulier, la garantie ne s'exercera qu'à l'égard de la part de co-réalisation du théâtre, sous réserve que celle-ci fasse apparaître une implication significative dans les dépenses de montage et d'exploitation.

Par ailleurs, un spectacle coproduit par un théâtre membre actif et une compagnie subventionnée sur fonds publics est éligible à la garantie de déficit, dans les conditions prévues au premier paragraphe ci-dessus ; néanmoins, les coproductions avec la même compagnie subventionnée ne peuvent se voir délivrée la garantie à raison de plus de deux dossiers par saison.

Dans tous les cas de figure, la garantie ne peut être délivrée qu'au titre de spectacles exploités « en continu », selon les termes du titre I de l'annexe 1 de la convention collective du spectacle vivant privé.

De même, elle suppose que le théâtre justifie d'employer a minima le nombre de techniciens en équivalent temps plein dédiés à sa salle tels que définis à l'article 15- al 2 ci-dessous relatifs aux aides à l'emploi de techniciens supplémentaires.

La garantie ne peut être délivrée au même théâtre sur plus de trois dossiers et dans la limite de 270 représentations par saisons.

Si le nombre de représentations intégrant le bilan d'un spectacle est inférieur au nombre de représentations demandé en garantie, les représentations non effectuées seront réintégrées dans le droit de tirage du théâtre, dans la limite du nombre de représentations garantissables par saison.

A titre exceptionnel, et après avis favorable de la commission spéciale prévue à l'article 12, la garantie peut être délivrée sur un 4<sup>e</sup> dossier au cours de la même saison, sans dépasser le plafond des 270 représentations.

Ce 4<sup>e</sup> dossier ouvre droit, le cas échéant, aux aides incitatives (Aides à l'emploi et Aide à la création)

La délivrance de la garantie sur un 4<sup>e</sup> dossier ne pourra être délivrée au profit du même théâtre sur deux saisons consécutives.

La demande de garantie doit être adressée par le théâtre au moyen d'un formulaire en ligne « Demande d'aide à l'exploitation » mis à disposition par l'Association, au plus tard dans les 30 jours précédant la première représentation publique du spectacle.

Elle doit porter sur un minimum de 25 et un maximum de 120 représentations, présentées de manière continue ou non-continue au sein de l'établissement, étant entendu que la garantie pourra être prolongée au-delà du nombre de représentations initialement demandé dans les conditions prévues ci-dessous.

Le comité de gestion vérifie la recevabilité des dossiers soumis à son approbation, examine les devis prévisionnels des spectacles, arrête les taux de garantie qui leur sont applicables, selon les classifications énumérées à l'article 13 al.3 ainsi que les éventuelles aides à l'emploi d'artistes et de techniciens consenties au-delà de la garantie dans les conditions prévues à l'article 15.

Dans le cas de demandes de garantie portant sur des spectacles dont le démarrage intervient entre deux séances du comité de gestion, le Président du Conseil d'administration est mandaté pour engager l'Association.

Ces engagements demeurent soumis à l'approbation définitive du Comité de gestion, à l'occasion de sa première réunion suivant la décision initiale d'engagement.

### Al.3 Taux de garantie applicables.

#### . Sont éligibles au taux normal de garantie:

- Les créations françaises.
- Les créations étrangères.
- Les reprises de plus de dix ans d'une pièce française.
- Les reprises de plus de dix ans d'une pièce étrangère.
- Les reprises d'un spectacle éligible au taux normal de garantie, dans un délai de deux ans si la reprise intervient dans le lieu de la précédente exploitation, à condition de satisfaire aux conditions particulières exigées pour la reprise de la garantie.
- Les reprises d'un spectacle éligible au taux normal de garantie, dans un délai d'un an si la reprise intervient dans un autre théâtre que le lieu de la précédente exploitation, à condition de satisfaire aux conditions particulières exigées pour la reprise de la garantie.

Les délais mentionnés ci-dessus se calculent à compter de la fin de la précédente exploitation.

#### . Sont éligibles au taux réduit de garantie :

- Les reprises de moins de dix ans d'une pièce française.
- Les reprises de moins de dix ans d'une pièce étrangère.
- Les reprises d'un spectacle éligible au taux réduit de garantie, dans un délai de deux ans si la reprise intervient dans le lieu de la précédente exploitation, à condition de satisfaire aux conditions particulières exigées pour la reprise de la garantie.
- Les reprises d'un spectacle éligible au taux réduit de garantie, dans un délai d'un an si la reprise intervient dans un autre théâtre que le lieu de la précédente

exploitation, à condition de satisfaire aux conditions particulières exigées pour la reprise de la garantie.

Les délais mentionnés ci-dessus se calculent à compter de la fin de la précédente exploitation.

Pour déterminer l'antériorité de l'exploitation d'un spectacle dans le théâtre privé, et s'assurer du taux de garantie applicable, les adhérents de l'Association sont invités à consulter la base de données HISTHEAL, accessible via leur espace-adhérent sur le site [www.astp.asso.fr](http://www.astp.asso.fr).

En cas d'incertitude sur l'historicité de l'exploitation d'un spectacle, cette base de données fait foi.

Les spectacles désignés comme « Jeune public » ou « Classiques » joués en matinées dans un théâtre privé, adhérent de l'ASTP, ne sont pas pris en compte pour l'application du taux réduit de garantie.

#### Al.4 Devis prévisionnel et jauge financière

La demande de garantie intègre un devis prévisionnel des recettes et des dépenses. En dépenses, les prévisions doivent tenir compte des plafonds fixés par l'ASTP et applicables à certains postes, ainsi que des minima conventionnels applicables.

Le théâtre a la possibilité d'obtenir une modification de son devis de dépenses, sous réserve de l'accord de l'Association et à la condition que la demande intervienne avant la première du spectacle

S'agissant des prévisions de recettes, chaque théâtre membre actif dispose d'une jauge théorique brute, calculée en multipliant sa jauge effective par le prix moyen de place qui lui est affecté pour la saison considérée.

Ce prix moyen est calculé par saison puis délivré par l'Association à chacun de ses membres actifs. Il s'obtient en divisant la recette brute des représentations assujetties à la taxe ASTP durant les trois années civiles écoulées par le nombre de places commercialisées au cours de la même période.

La jauge financière du théâtre est ensuite calculée en appliquant à la jauge théorique brute un coefficient de remplissage différencié par tranches de jauges et approuvé par le Conseil d'administration.

Cette jauge financière sert au calcul de l'amortissement du spectacle tel qu'il apparaît dans le devis prévisionnel.

#### Al. 5 Prise en compte des charges de TOM (Théâtre en Ordre de Marche)

Outre les dépenses de montage et d'exploitation, les devis des spectacles présentés en garantie peuvent intégrer leurs charges de TOM, représentatives des charges fixes du théâtre.

Ces charges sont déterminées sur la base des coûts fixes réels annuels de la structure, y compris masse salariale des salariés permanents, rapportées au nombre moyen de levers de rideau de la structure.

Le total de ces dépenses est transmis poste par poste annuellement à l'ASTP, sur la base d'une attestation d'expert-comptable. L'ASTP diligente chaque année le contrôle d'un tiers des attestations ainsi transmises, ce contrôle étant confié à un commissaire aux comptes. Chaque membre voit ainsi ses attestations contrôlées tous les trois ans. Dans cet objectif, il devra transmettre au commissaire aux comptes tous les éléments comptables et financiers requis.

A Noter :

- Lorsque le propriétaire des murs, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, est lié directement ou indirectement (implication au sein des gouvernances et / ou de l'actionnariat des deux structures...) avec la société d'exploitation du membre actif, le coût du loyer est systématiquement justifié, et l'ASTP se réserve la possibilité de plafonner le montant du loyer au montant moyen de loyer constaté pour cette catégorie de jauge dans la même ville / agglomération ;
- Toute augmentation importante des postes de dépenses d'une saison à l'autre doit être dûment documentée et justifiée auprès de l'ASTP.

Les charges de TOM ne sont prises en compte que pour les exploitations de spectacles acceptés en garantie, sous réserve qu'un minimum de 45% des représentations du spectacle principal soient programmées à partir de 20h.

En cas de multiprogrammation, et si le théâtre bénéficie de la garantie sur plusieurs spectacles, le théâtre doit choisir le spectacle principal, sur lequel le TOM sera pris en compte dans le calcul du résultat d'exploitation.

Par conséquent, en cas de double horaire, avec deux spectacles sous garanties, il n'y a pas de partage des charges de TOM ; seules les charges de TOM du spectacle principal seront prises en compte.

Une exception générale s'applique pour les petites salles de moins de 251 places qui pourront choisir le spectacle principal au gré de leurs demandes d'aide à l'exploitation, en bénéficiant d'une valorisation de TOM sur les dossiers qu'elles auront ainsi retenus ; s'il est joué simultanément, quel que soit le nombre de représentations concernées par cette simultanéité, tout spectacle sous garantie en dehors de ce choix initial, ne pourra voir valoriser ses frais de TOM.

Par ailleurs, les charges de TOM seront prises en compte à concurrence de 15 jours au maximum, au titre des répétitions du spectacle dans la phase de montage, à condition que le théâtre puisse justifier de sa fermeture (ie. sans aucune autre exploitation de spectacle) durant cette phase.

La prise en compte de ces jours ne pourra être acceptée que dans la période de 4 semaines précédant la première représentation.

Ce forfait sera intégré au bilan final et ne figurera pas au titre des frais de montage.

#### Al 6. Calcul de l'amortissement

Le calcul de l'amortissement s'effectue en tenant compte du nombre de représentations pour lesquelles la garantie est demandée.

Pour le calcul de l'amortissement, il est tenu compte, en dépenses, du devis présenté par le théâtre, reconnu sincère et conforme aux usages de la profession par le comité de gestion, et en recettes, de la jauge financière telle que définie ci-dessus.

Dans le cas d'une demande émanant d'un théâtre de moins de 500 places, éligible à ce titre à l'allocation montage prévue à l'alinéa 10, il est précisé que le calcul de l'amortissement se fait sur la base du budget de montage net, après déduction du montant de l'allocation.

Dans le cas où la jauge financière ne permet pas d'amortir le spectacle, le dossier fait l'objet d'une réduction au devis théorique, l'ASTP ne prenant en compte, pour le calcul de son éventuelle participation, que la part des dépenses n'excédant pas la jauge financière.

Ce devis théorique est calculé en multipliant la jauge financière par le nombre de représentations garanties.

#### Al. 7. Interruption et reprise de la garantie ; prolongation de la garantie ; nouvelle délivrance de la garantie sur le même spectacle

Le spectacle bénéficiant de la garantie de l'Association pourra être interrompu à l'initiative du théâtre, avant le terme de la garantie initialement fixé, mais pas avant que le nombre minimum de 25 représentations soit atteint. Dans ce cas, l'exploitant devra en informer l'Association dans les 48 heures suivant l'interruption du spectacle.

Le bilan de l'exploitation et les comptes seront arrêtés sur la totalité des représentations effectivement jouées.

En cas d'interruption imprévue du spectacle, la garantie peut être de nouveau demandée, à la reprise du spectacle.

La demande de reprise sera examinée par la commission spéciale, laquelle se déterminera à partir des mêmes éléments d'appréciation que pour une demande de prolongation, tels que précisés ci-dessous.

En cas d'accord sur la reprise de la garantie, le bilan de l'exploitation et les comptes seront arrêtés sur la totalité des représentations effectivement jouées.

Cette possibilité de reprise n'est possible qu'une fois par saison.

Quinze jours au plus tard avant la date de la dernière représentation garantie, le théâtre peut demander la prolongation de la garantie en cours, y compris au-delà de 120 représentations, dans la limite de son droit de tirage et du plafond de 270 représentations garantissables par saison.

- Si la prolongation demandée est inférieure ou égale à 30 représentations, elle est acquise dans le cas où les frais de TOM et d'exploitation sont couverts au minimum à 70 % sur les 15 dernières représentations connues.

- Si la prolongation demandée est supérieure à 30 représentations, elle est acquise dans le cas où les frais de TOM et d'exploitation sont couverts au minimum à 75 % sur les 30 dernières représentations connues.

Une deuxième prolongation peut être demandée ; elle est acquise si les frais de TOM et d'exploitation sont couverts, en moyenne, à 80 % sur les représentations ayant fait l'objet de la première demande de prolongation.

Si les taux de couverture du TOM et de l'exploitation n'atteignent pas les minima requis, mais s'en approchent, la demande de prolongation sera examinée par la commission spéciale prévue à l'article 12.

L'exploitant devra fournir à l'appui de sa demande de prolongation tous les éléments chiffrés, notamment en termes de recettes et d'évolution de la fréquentation, permettant à la commission de se prononcer en toute connaissance de cause.

L'ASTP peut délivrer une deuxième fois sa garantie sur un spectacle ayant connu une première exploitation déficitaire, sans attendre le délai de carence de cinq ans normalement applicable.

- Reprise du spectacle dans le lieu de création d'origine : la délivrance de la « deuxième garantie » est possible, au même taux que sur la première garantie, dans un délai de deux ans à compter de la fin de la précédente exploitation.

- Reprise du spectacle dans un autre théâtre : la délivrance de la « deuxième garantie » est possible, au même taux que la première garantie, dans un délai d'un an à compter de la fin de la précédente exploitation.

Dans les deux cas, la délivrance de la « deuxième garantie » est soumise aux conditions suivantes :

- La nouvelle exploitation doit porter sur un minimum de 25 représentations et constitue donc un nouveau dossier.

- La première exploitation doit avoir couvert ses frais d'exploitation, ainsi que les frais de TOM, à concurrence minimum de 75 %.

Si les taux de couverture du TOM et de l'exploitation n'atteignent pas les minima requis ci-dessus, mais s'en approchent, la commission spéciale sera consultée pour rendre un avis sur la demande de reprise de la garantie.

La décision de la commission est notifiée au demandeur et portée à la connaissance du prochain comité de gestion.

#### Al.8. Droit de retrait de l'ASTP

L'Association peut décider d'interrompre sa garantie avant le terme prévu, en cas de fréquentation très faible et de résultats d'exploitation fortement et durablement déficitaires, selon la procédure suivante :

Une première alerte est adressée par l'Association au théâtre concerné, l'avisant de son possible retrait à échéance des 15 représentations à venir si les recettes et la fréquentation n'amorcent aucune remontée. Cette alerte ne peut être déclenchée avant la 36<sup>ème</sup> représentation.

Dans le cas où les recettes et la fréquentation n'amorcent aucune remontée sur les 15 représentations suivant la réception de l'alerte de l'association, la décision définitive de retrait de la garantie est prise, après consultation de la commission spéciale prévue à l'article 12.

Par la suite, la date de la dernière représentation garantie est notifiée au théâtre, et le bilan de l'exploitation sous garantie sera dressé en tenant compte du nombre définitif de représentations effectivement couvertes.

#### Al.9 Droit de tirage

Le droit de tirage de tout nouveau théâtre adhérent est calculé sur la moyenne de taxe fiscale perçue durant la première année civile clôturée avant la fin de la période probatoire, multipliée par un coefficient multiplicateur.

Pour les adhérents membres actifs, le droit de tirage affecté par saison à chaque théâtre est calculé à partir de la moyenne de taxe fiscale acquittée au cours des trois dernières années civiles clôturées, multipliée par un coefficient multiplicateur. Le montant de la garantie ne pourra excéder le droit de tirage affecté par saison à chaque théâtre

Les taux de ces coefficients, différenciés selon les jauges des théâtres, sont fixés pour chaque saison par le Conseil d'administration.

Les théâtres disposant de deux salles auront un droit de tirage distinct pour chaque salle, constitué par la taxe sur les spectacles liée aux spectacles produits dans chacune d'entre elles.

Un droit de tirage est réputé épuisé dès lors que le disponible est inférieur à 10 % du droit acquis en début de saison.

Toute salle jusqu'à 500 places, ayant épuisé son droit de tirage financier au terme de son premier dossier présenté en garantie, bénéficiera uniquement, sur son deuxième dossier, de l'allocation montage à 100% et, sur son troisième dossier, de l'allocation montage réduite de 50%.

Toutefois, en cas d'épuisement de son droit de tirage en cours de saison, un théâtre peut demander et obtenir, à l'appui de sa demande de garantie, une « Avance sur droit de tirage ». Cette possibilité est offerte y compris lorsque le droit de tirage n'est pas intégralement épuisé, mais s'avère disproportionné par rapport à un nouveau risque de production.

Cette avance ne peut excéder 30 % du montant du droit de tirage initial de la saison considérée ; elle ne peut être reconduite d'une saison à l'autre au profit du même



théâtre ; elle est décomptée du droit de tirage de la saison suivante à hauteur de sa consommation effective ; elle est délivrée sur avis favorable de la commission spéciale prévue à l'article 12.

#### Al.10 Allocation montage/Avance montage

Les théâtres d'une jauge inférieure à 500 places bénéficient, au titre de leurs exploitations acceptées en garantie, d'une allocation montage consistant en la prise en charge, à des taux différenciés selon les jauges, d'une partie du budget de montage tel que présenté et accepté au devis.

L'allocation montage est versée au Théâtre dès l'acceptation de délivrance de la garantie, étant entendu que son montant est déduit du budget de montage pour le calcul de l'amortissement du spectacle accepté en garantie.

Indépendamment de l'allocation montage, les théâtres membres actifs, toutes jauges confondues, peuvent solliciter une avance sur frais de montage, avec leur demande de garantie.

Le montant de l'avance montage est calculé sur la base du budget de montage retenu au devis, affecté du taux de garantie applicable au spectacle considéré ; son versement intervient à la demande du théâtre, dès l'acceptation du dossier.

Pour les salles de moins de 500 places, il est possible de cumuler l'allocation-montage, ainsi qu'une avance au montage ; dans ce cas de figure, le montant de l'avance montage se calcule sur la base du budget de montage après déduction de l'allocation.

#### Al.11 Remise des comptes et liquidation de la garantie ; plafonds de dépenses et dépenses non prises en compte

Au plus tard dans les 60 jours suivant la dernière représentation couverte par la garantie, l'exploitant doit fournir un compte définitif au moyen des formulaires mis à disposition de l'Association, et faisant apparaître le résultat de l'exploitation couverte par la garantie.

Ce bilan devra être accompagné :

- . d'une attestation des comptes délivrée par un expert-comptable.
- . des bulletins de paie des artistes et techniciens supplémentaires engagés sur le spectacle.
- . Des bordereaux de recettes.

Et de tout document ou justificatif que peut solliciter l'Association au titre des contrôles qu'elle souhaite effectuer sur le bilan fourni.

Le résultat d'exploitation devra faire apparaître en recettes les éventuelles aides financières extérieures reçues par l'exploitant ainsi que les compensations financières allouées au titre de la commercialisation de « Places jeunes », telles que définies à l'article 35.

Les dépenses devront être justifiées dans des conditions précisées par le Conseil d'administration.

S'agissant des dépenses de montage, celles-ci seront plafonnées au budget prévisionnel + 10 %, hors postes plafonnés.

S'agissant des dépenses d'exploitation, celles-ci seront plafonnées postes par postes au budget prévisionnel +10 %.

Les dépenses non prises en compte et celles faisant l'objet d'un plafonnement particulier seront fixées chaque saison par le Conseil d'administration.

En cas de déficit d'exploitation, la participation de l'Association à ce déficit sera réglée après déduction de l'éventuelle avance montage et des éventuelles avances consenties en cours d'exploitation.

Par ailleurs, l'exploitant pourra demander des acomptes sur la garantie de déficit s'il justifie d'une situation comptable provisoire déficitaire de l'exploitation du spectacle. Cette demande pourra être présentée un mois après la première représentation publique payante. Elle pourra être renouvelée selon les conditions suivantes :

- Si le spectacle est exploité sur une série de moins de 60 dates incluses, le membre actif peut formuler sa première demande à la 15<sup>ème</sup> représentation, puis toutes les 15 représentations s'il reste au moins 15 représentations avant la fin de la garantie ;

- Si le spectacle est exploité sur une série de plus de 61 dates incluses, le membre actif peut formuler sa première demande à la 30<sup>ème</sup> représentation, puis toutes les 30 représentations s'il reste au moins 30 représentations avant la fin de la garantie.

#### **Article 14 : Le reversement de la taxe fiscale épargnée**

Les théâtres adhérents, éligibles à la garantie de déficit et d'une jauge supérieure à 500 places peuvent, sous certaines conditions, bénéficier du reversement d'une part de la taxe fiscale qu'ils acquittent, selon un pourcentage annuellement fixé par le Conseil d'administration, dans le cadre de l'adoption du budget annuel de l'Association.

Ne sont concernés que les parts des seuls versements de taxe acquittés au titre de spectacles n'ayant pas bénéficié de la solidarité au titre de la garantie, soit qu'il s'agisse d'un spectacle sous garantie ayant connu une exploitation bénéficiaire, soit qu'aucune demande de garantie n'ait été adressée pour le spectacle concerné.

La part de taxe acquittée sur ces spectacles n'ayant pas bénéficié de la solidarité, dite « taxe fiscale épargnée » est versée sur un compte d'attente ouvert au nom du théâtre.

Les fonds inscrits sur ce compte d'attente pourront être débloqués et reversés, à sa demande, au théâtre titulaire, à condition de justifier :

- . Soit d'une co-production avec un autre théâtre, au titre d'un spectacle couvert par la garantie.

- . Soit d'un déficit d'exploitation sur un spectacle sous garantie, à condition que le montant du reversement n'excède pas le montant du déficit résiduel, après liquidation de toutes les aides allouées par l'ASTP (garantie et, le cas échéant, aides à l'emploi et aides à la création).

La taxe fiscale épargnée n'ayant fait l'objet d'aucune demande de reversement selon les conditions ci-dessus précisées à l'issue de trois saisons consécutives sera ré-affectée à la solidarité.

## **Article 15 : Les aides incitatives à l'emploi**

- Objet : Dans le but de favoriser l'emploi artistique et technique, les exploitants bénéficiaires de la garantie de déficit pourront prétendre à des aides incitatives sous la forme de prise en charge de tout ou partie des rémunérations et charges sociales d'artistes et personnels techniques employés au titre de spectacles couverts par la garantie dans des conditions fixées, pour chaque saison, par le Conseil d'administration sur proposition du comité de gestion.

### al.1 L'aide à l'emploi d'artistes

L'aide à l'emploi d'artistes est accordée sous la forme d'un forfait par artiste et par représentation

Ce forfait est fixé par saison par le Conseil d'administration.

Les emplois pris en compte englobent les comédiens, musiciens et danseurs, hors « feux » et artistes en contrats d'apprentissage.

Les emplois sont soutenus au-delà d'une franchise d'emplois non soutenus, dépendant de la jauge du théâtre. Ces barèmes sont fixés par le Conseil d'administration.

Le nombre d'emplois soutenus ne peut être supérieur au nombre d'emplois non soutenus.

Par ailleurs, l'aide à l'emploi d'artistes englobe également une prise en compte partielle du coût des services de répétitions, à concurrence du nombre d'emplois aidés. Les modalités de prise en charge des services de répétition sont fixées par le Conseil d'administration.

L'aide ne peut être sollicitée indépendamment de la garantie de déficit et suppose que le bénéficiaire de la garantie soit l'employeur des artistes.

Elle porte exclusivement sur l'exploitation en cas de déficit.

Elle est remboursable en partie ou en totalité, selon le résultat d'exploitation et dans la limite du plafond du cumul des aides prévu à l'article 16, mais non déductible du droit de tirage.

Elle est versée sur la base de tous justificatifs que l'ASTP estimera utile de se voir communiquer, dans la limite du salaire et des charges effectivement versés et selon les modalités suivantes :

- Si le spectacle est exploité sur une série de moins de 60 dates incluses, le membre actif peut formuler sa première demande à la 15<sup>ème</sup> représentation, puis toutes les 15 représentations s'il reste au moins 15 représentations avant la fin de la garantie ;

- Si le spectacle est exploité sur une série de plus de 61 dates incluses, le membre actif peut formuler sa première demande à la 30<sup>ème</sup> représentation, puis toutes les 30 représentations s'il reste au moins 30 représentations avant la fin de la garantie.

#### al.2 L'aide à l'emploi de techniciens supplémentaires

Les spectacles nécessitant un personnel technique supplémentaire au-delà des techniciens de l'exploitant pourront bénéficier, dans le cadre de la garantie de déficit, d'une aide à l'emploi, accordée sous la forme d'un forfait par technicien et par représentation.

Ce forfait est fixé par saison par le Conseil d'administration.

Les emplois aidés ne peuvent concerner que des emplois de plateaux, en supplément des emplois de techniciens des théâtres, effectuant 28h/semaine soit l'équivalent de 7 services de 4 h.

Le nombre d'emplois de techniciens supplémentaires aidés est plafonné au nombre de techniciens employés comme permanents, lequel ne peut être inférieur aux minima ainsi définis :

|                     |  |
|---------------------|--|
| ≤ 250 places        | 1 Régisseur général  |
| De 251 à 500 places | 1 Régisseur général + 1 technicien permanent à temps plein   |
| De 501 à 800 places | 1 Régisseur général + 2 techniciens permanents à temps plein |
| ≥ 801 places        | 1 Régisseur général + 3 techniciens permanents à temps plein |

L'aide ne peut être sollicitée indépendamment de l'aide à l'exploitation.

Elle porte exclusivement sur l'exploitation en cas de déficit.

Elle est remboursable en partie ou en totalité, selon le résultat d'exploitation et dans la limite du plafond du cumul des aides prévu à l'article 16, mais non déductible du droit de tirage.

Elle est versée sur la base de tous justificatifs que l'ASTP estimera utile de se voir communiquer, dans la limite du salaire et des charges effectivement versés et selon les modalités suivantes :

- Si le spectacle est exploité sur une série de moins de 60 dates incluses, le membre actif peut formuler sa première demande à la 15<sup>ème</sup> représentation, puis toutes les 15 représentations s'il reste au moins 15 représentations avant la fin de la garantie ;

- Si le spectacle est exploité sur une série de plus de 61 dates incluses, le membre actif peut formuler sa première demande à la 30<sup>ème</sup> représentation, puis toutes les 30 représentations s'il reste au moins 30 représentations avant la fin de la garantie.

#### **Article 16 : Principe général de plafonnement**

L'addition des aides versées à un théâtre au titre d'une exploitation en lieu fixe, soit :

- . De l'allocation montage (pour les théâtres éligibles).
- . De la participation au déficit.
- . Des éventuelles aides à l'emploi d'artistes et/ou de techniciens.
- . De l'éventuelle aide à la création, dans les conditions fixées au titre III

Ne peut excéder, pour les salles de plus de 500 places, 70 % du déficit constaté au bilan de l'exploitation concernée et pour les salles de moins de 501 places, 75%.  
Pour les salles éligibles à l'allocation montage, le déficit pris en compte pour le calcul des 75 % doit s'entendre toutes dépenses de montage comprises.

### **TITRE III**

#### **LA SECTION DES AIDES A LA CREATION DE SPECTACLES EN LIEUX FIXES**

##### **Article 17 : Composition du comité de gestion de la section**

La section des aides à la création de spectacles en lieux fixes est gérée par un comité de gestion identique à celui de l'aide à l'exploitation en lieux fixes (Cf article 9)

##### **Article 18 : Budget de la section**

Le budget de la section des aides à la création de spectacles en lieux fixes est alimenté, en recettes, par des subventions allouées à l'Association, notamment par la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (SACD), et par toute autre ressource autorisée par la Loi.

##### **Article 19 : Conditions d'éligibilité aux aides de la section**

L'accès aux aides à la création en lieux fixes est réservé aux entrepreneurs adhérents de la section « Aides à l'exploitation en lieux fixes ».  
De même, les aides à la création en lieux fixes ne peuvent être délivrées qu'à des spectacles couverts par la garantie de l'ASTP et répondant aux conditions définies à l'article 20 ci-dessous.

##### **Article 20 : Définition des aides à la création**

Les aides à la création allouées à un spectacle sont définies selon deux modalités distinctes, mais complémentaires.

- . L'incitation à la création, allouée dès l'acceptation du dossier.
- . Le soutien à la création, alloué en cours d'exploitation.

Le montant de ces aides et les modalités de leurs versements sont précisées aux al.1 et 2 ci-dessous

Est considéré comme une création un spectacle :

- . Joué pour la première fois en France, au sens d'une exploitation avec billetterie.
- . Interprétant l'une des 5 premières œuvres de l'auteur jouée dans le théâtre privé (en cas de co-auteurs, aucun ne doit avoir plus de 5 œuvres déjà jouées dans le théâtre privé à son actif).
- . Constituant une création théâtrale originale d'expression francophone ou la création d'une pièce non francophone, ou l'adaptation originale d'un texte non théâtral.

Toutefois, un spectacle déjà joué en festival et/ou en tournée, ou créé en lieu fixe dans un établissement subventionné demeure éligible à l'aide à la création, à condition qu'il n'est pas été joué plus de 30 représentations.

En cas de reprise en lieu fixe d'un spectacle déjà aidé par l'Association au titre de « l'aide à la production initiale en tournée » comme « création mondiale », dans les conditions prévues à l'article 28 ci-dessous, ce même spectacle peut bénéficier de l'aide à la création en lieu fixe s'il n'a pas été joué plus de 30 représentations lors de sa première exploitation en tournée.

#### al.1 L'incitation à la création : Modalités de calcul et de versement

L'incitation à la création est calculée à partir d'un pourcentage du budget de montage tel que présenté à l'appui de la demande de garantie, déduction faite de l'allocation montage pour les théâtres qui peuvent y prétendre.

Ces pourcentages, déterminés selon la jauge, ainsi que leurs éventuels plafonnements sont fixés par saison, par délibération du Conseil d'administration, sur proposition du comité de gestion.

L'incitation à la création est versée dès l'acceptation du dossier, sur la base du calcul ci-dessus précisé.

Son montant est définitivement ajusté, à la hausse ou à la baisse, lors de la remise du bilan du spectacle et au vu des comptes définitifs du montage.

#### al.2 Le soutien à la création : Modalités de calcul et de versement

Le soutien à la création est calculé à partir d'un pourcentage du budget d'exploitation tel que présenté à l'appui de la demande de garantie.

Ces pourcentages s'appliquent, sans différenciation de jauges, mais sont dégressifs selon le calendrier de représentations suivant :

- . De la 1<sup>ère</sup> à la 40<sup>e</sup> représentation.
- . De la 41<sup>e</sup> à la 80<sup>e</sup>.
- . De la 81<sup>e</sup> à la 100<sup>e</sup>.

Etant entendu que le soutien à la création ne peut s'étendre au-delà de la 100<sup>e</sup>.

### al.3 Incitation et soutien à la création : Bonus « RSE »

Un bonus « RSE » est appliqué au taux de l'incitation et du soutien à la création, lorsque l'auteur de l'œuvre répond à l'une des conditions suivantes : être une femme, ou être encore vivant.e, ou être francophone, ou enfin issu.e de la diversité.

Les pourcentages applicables et les éventuels plafonnements sont fixés, par saison, par délibération du Conseil d'administration, sur proposition du comité de gestion.

Le soutien à la création peut être versé, à la demande du théâtre, selon le calendrier ci-dessus précisé, en se basant sur le budget d'exploitation présenté à l'appui de la demande de garantie.

Son montant est définitivement ajusté, à la hausse ou à la baisse, lors de la remise du bilan du spectacle et au vu des comptes définitifs de l'exploitation.



## **TITRE IV**

### **DROITS DE RETROCESSION**

#### **Article 21 : Principes généraux**

L'ASTP instaure à son profit deux types de droits de rétrocessions :

- . Le droit de rétrocession « Captations »
- . Le droit de rétrocession « Tournées »

Ces droits sont facturés au titre de spectacles admis en garantie et qui ont connu une exploitation déficitaire, selon les comptes arrêtés par l'ASTP.

Les recettes correspondantes seront chaque année affectées dans le budget de l'ASTP aux crédits qu'elle consacre à l'aide à l'exploitation en lieux fixes (garantie + aides à l'emploi).

#### **Article 22 : Le droit de rétrocession « Captations »**

Il est instauré un « Droit de rétrocession - Captations » au profit de l'ASTP, pour toutes les captations intervenues durant la période d'exploitation garantie ou dans les deux années civiles suivant celle de la dernière représentation garantie, dès lors qu'elle aura été déficitaire et qu'elle aura, à ce titre, bénéficié des aides de l'Association.

Ce « Droit de rétrocession – Captations » ne peut excéder le total cumulé des aides versées par l'Association à raison de l'exploitation déficitaire du spectacle.

Le « Droit de rétrocession - Captations » est tarifé selon une grille permettant d'identifier 3 catégories de diffuseurs (chaines généralistes, chaînes gratuites, chaînes payantes), toutes jauges des théâtres confondues, avec 4 barèmes différenciés fixés par le Conseil d'Administration :

- . Captation pour retransmission en direct sur une chaîne généraliste
- . Captation pour retransmission en différé sur une chaîne généraliste
- . Captation pour retransmission en direct ou différé, sur une chaîne gratuite hors généralistes
- . Captation pour retransmission, en direct ou différé, sur une chaîne payante hors généraliste

Le « Droit de rétrocession – Captations » est facturé annuellement au théâtre bénéficiaire de la garantie, pour toutes captations intervenues au cours de l'exploitation sous garantie et/ou dans les deux années civiles suivant celle de la dernière représentation garantie, soit jusqu'au 31 décembre de l'année n+2; il n'y a pas de compensation possible avec les aides versées au titre du spectacle déficitaire sous garantie.

Il ne peut être appelé au-delà de ce délai de deux années.

Le théâtre sera tenu de signaler annuellement à l'ASTP toute captation du spectacle, lors de l'exploitation sous garantie ou dans le délai de deux années suivant celle de la dernière représentation sous garantie ; les bilans des spectacles déficitaires sous garantie devront notamment mentionner si une captation a eu lieu ou doit avoir lieu avant le terme maximum des deux ans.

Dans le cas particulier où un théâtre n'aura perçu aucune rémunération ou aucun droit, au titre de la captation d'un spectacle déficitaire couvert par la garantie, ou que ces rémunérations ou droits se seront élevés à des montants en deçà des barèmes, il devra :

- En informer dès que possible l'ASTP
- Apporter tous les éléments contractuels attestant qu'on est effectivement dans un de ces deux cas particuliers
- A défaut, signer et retourner à l'ASTP une attestation sur l'honneur dont le modèle sera fourni par l'ASTP

Dans le cas particulier où un théâtre n'aura perçu aucune rémunération ou aucun droit, au titre de la captation d'un spectacle déficitaire couvert par la garantie, ou que ces rémunérations ou droits se seront élevés à des montants en deçà des barèmes, il pourra saisir la commission spéciale de l'ASTP afin de demander une exonération ou un ajustement du « droit de rétrocession - Captations ».

Pour cela il devra :

- En informer dès que possible l'ASTP
- Apporter tous les éléments contractuels attestant qu'on est effectivement dans un de ces deux cas particuliers
- A défaut, signer et retourner à l'ASTP une attestation sur l'honneur dont le modèle sera fourni par l'ASTP

### **Article 23 : Le droit de rétrocession « Tournées »**

Il est instauré un « Droit de rétrocession - Tournées » au profit de l'ASTP, sous la forme d'un forfait prélevé sur les droits de suite perçus par le théâtre en contrepartie de l'exploitation en tournée du spectacle pour lequel il aura bénéficié des aides de l'Association

Ce « Droit de rétrocession – Tournées » ne sera appelé qu'en cas d'exploitation déficitaire et ne pourra excéder le total cumulé des aides versées par l'Association à raison de cette exploitation déficitaire.

Le « Droit de rétrocession -Tournées » est tarifé par tranches de jauges, en se calant sur la jauge du théâtre initialement couvert par la garantie.

Les barèmes, fixés par le Conseil d'Administration, s'appliquent par représentation donnée en tournée et selon les tranches de jauges suivantes :

- . Salles jusqu'à 250 places
- . Salles de 251 à 500 places
- . Salles de plus de 500 places

Le « Droit de rétrocession - Tournées » » est facturé annuellement au théâtre bénéficiaire de la garantie pour toutes les représentations en tournée données dans les deux années civiles suivant celle de la dernière représentation garantie, soit jusqu'au 31 décembre de l'année N+2 ; il n'y a pas de compensation possible avec les aides versées au titre du spectacle déficitaire sous garantie.

Il ne peut être appelé au-delà de ce délai de deux années.

Le théâtre sera tenu de signaler annuellement à l'ASTP toute représentation du spectacle en tournée dans le délai de deux années suivant celle de la dernière représentation sous garantie.

Dans le cas particulier où un théâtre n'aura perçu aucune rémunération ou aucun droit, au titre de l'exploitation en tournée d'un spectacle couvert par la garantie, ou que ces rémunérations ou droits se seront élevés à des montants en deçà des barèmes prévus ci-dessus, il pourra saisir la commission spéciale prévue à l'article 12 du Règlement intérieur pour demander une exonération, totale ou partielle, du « droit de rétrocession - Tournées ». Pour cela il devra :

- En informer dès que possible l'ASTP
- Apporter tous les éléments contractuels attestant qu'on est effectivement dans un de ces deux cas particuliers
- A défaut, signer et retourner à l'ASTP une attestation sur l'honneur dont le modèle sera fourni par l'ASTP

## **TITRE V**

### **LA SECTION DES AIDES A L'EXPLOITATION DE SPECTACLES EN TOURNÉES**

#### **Article 24 : Composition du comité de gestion de la section**

Le comité de gestion est composé de treize membres :

- le Président du Conseil d'administration, Président de la section
- le Président du Syndicat National des Entrepreneurs de Spectacle et trois entrepreneurs adhérents du SNES
- Le/La Vice-Président.e du pôle Théâtre d'Ekhoscènes, ou son représentant, et trois entrepreneurs adhérents issus également du pôle Théâtre d'Ekhoscènes.
- un représentant de la SACD
- un représentant de la Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action Culturelle
- un représentant du Syndicat National Des Scènes Publiques
- un représentant du Syndicat National des Entreprises Artistiques et Culturelles

Le Président a voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

#### **Article 25 : Budget de la section**

Le budget de la section des aides à l'exploitation de spectacles en tournée est alimenté par une partie des recettes collectées au titre de la taxe fiscale perçue sur les exploitations de spectacles en tournée, par des subventions allouées à l'Association, et par toute autre ressource autorisée par la Loi.

#### **Article 26 : Conditions d'adhésion et d'éligibilité**

Tout entrepreneur de spectacles candidat à l'adhésion doit adresser sa demande sur papier libre, en joignant à son courrier :

- Son récépissé de déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants valant licence de CAT.2
- Un extrait de kbis de moins de 3 mois
- Les dernières attestations de versements de cotisations (Audiens, Urssaf, Congés spectacles)
- Ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice clos

La demande d'adhésion est approuvée par le Conseil d'administration, sur avis favorable du Comité de gestion, et doit être ratifiée par l'Assemblée générale.

Elle prend effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande d'adhésion a fait l'objet d'un avis favorable du comité de gestion.

Le nouvel adhérent est soumis à une période probatoire de deux années civiles au cours desquelles il devra justifier de la production d'un minimum de 100 représentations de spectacles en tournées, assujetties à la taxe ASTP.

A l'issue de cette période de deux années, et pour autant qu'il ait satisfait aux conditions ci-dessus précisées, le nouvel adhérent pourra prétendre aux aides décrites aux articles 27 et 28 ci-dessous.

### **Article 27 : L'aide à l'activité ; dispositif de la Répartition**

Sans préjudice de l'accès aux comptes de soutien à la production et à la diffusion tels que décrits à l'articles 30, les adhérents de la section peuvent bénéficier d'une aide, au titre de leur activité et des emplois qu'elle génère, sous la forme d'une répartition d'une part des crédits annuellement alloués au budget de la section.

Sur proposition du comité de gestion, et dans la limite des crédits annuellement alloués au budget de la section, une part de ces crédits est répartie aux adhérents de la section dont 25 % répartis de manière égale, au titre de la solidarité, 50 % au titre de l'activité, au prorata du nombre de représentations en tournée produites au cours de l'exercice précédent et 25 % au titre de l'emploi, au prorata du volume d'emplois de comédiens et techniciens généré par ces représentations.

La part variable de la répartition sera déterminée, pour chaque adhérent, en multipliant le nombre de représentations produites sur la période de référence sur le territoire national et certifiées par expert-comptable, par le nombre d'emplois d'artistes et de techniciens.

Seuls les adhérents justifiant d'un minimum de 150 représentations cumulées, au cours des trois exercices précédents, peuvent accéder à la répartition, ou encore d'un minimum de 100 représentations pour les nouveaux ayants droit de la section, à l'issue de leur période probatoire de deux années. Pour ceux des adhérents répondant à ces minima d'activité, le calcul de la répartition au titre de l'année en cours se fera à partir du nombre de représentations justifiées au cours de l'année N-1.

### **Article 28 : L'aide à la production initiale en tournée**

Les adhérents de la section, éligibles à ses aides, peuvent accéder, à raison de deux dossiers au maximum par an, à l'Aide à la production initiale en tournée, au titre de spectacles qu'ils créent en tournée, à la condition d'être producteurs uniques ou co- producteurs majoritaires (plus de 50 %) du spectacle et, à ce titre, directement impliqués dans leur financement.

Ne peuvent être considérés comme tels des tournées dont la création est totalement ou partiellement financée pour le compte de tiers et au moyen de leurs apports, quelle que soit la forme de ces apports.

Sont éligibles à l'aide à la production initiale en tournée les exploitations de spectacles répondant aux conditions suivantes :

- Le spectacle doit relever du champ de l'ASTP au sens de la réglementation sur la taxe fiscale.
- Le spectacle doit être une création mondiale, ou la reprise d'une pièce du répertoire, dès lors qu'elle n'a pas été jouée dans un théâtre adhérent de l'ASTP ou en tournée, à l'initiative d'un adhérent de la section « Tourneurs » depuis au moins trois ans, à compter de la fin de la précédente exploitation.
- Le spectacle doit être joué un minimum de 15 représentations, dans au moins trois lieux différents. Les représentations données à l'étranger sont prises en compte dans le seuil des 15 minima ; en revanche, non assujetties à la taxe, elles ne sont pas prises en compte dans l'assiette de calcul de l'aide telle que définie ci-dessous.
- En cas de création du spectacle en Avignon, le minimum de représentations postérieures à celles d'Avignon devra être de 10, dans au moins deux lieux différents.

Par ailleurs, toujours dans le cas de création en Avignon, le spectacle aidé au titre de l'aide à la production initiale en tournée sera réputé, pour l'ASTP, n'avoir été joué que sur 5 représentations à Avignon même si leur nombre est plus important.

L'aide est attribuée au vu d'un dossier remis au minimum trois semaines avant la réunion du comité appelé à examiner les demandes.

Le dossier doit comprendre une lettre de demande, le descriptif du spectacle (auteur, metteur en scène, distribution et équipe technique prévue), le calendrier prévisionnel de la tournée (dates et lieux) ainsi qu'un budget prévisionnel simplifié conforme au modèle mis à disposition par l'ASTP.

Outre les dépenses de montage et d'exploitation, ce budget doit faire apparaître en charges un montant représentatif des charges fixes de l'entrepreneur, par représentation. Ces charges fixes dites charges d'EOM (Entreprise en ordre de marche) font l'objet de barèmes votés annuellement par le Conseil d'administration, sur proposition du comité, tenant compte du nombre de représentations en tournée annuellement produites par l'entreprise.

Les représentations données à Avignon, durant le festival « off » ne donnent pas lieu à comptabilisation des frais de EOM dans le budget prévisionnel.

Par ailleurs, quand un spectacle en tournée est donné en longue durée dans le même établissement, les frais de EOM sont abattus de 50 % au-delà de la 25ème représentation, et non pris en compte au-delà de la 50 è.

L'aide prend en compte une exploitation en tournée sur une période ne pouvant excéder 18 mois.

Un même spectacle ne pourra pas bénéficier de deux aides consécutives.

Le comité arrête le montant de l'aide théorique, sur la base du nombre de représentations et du nombre d'emplois d'artistes et de techniciens déclarés.

Ce montant intègre deux volets :

- Un volet « Activité », exprimé selon des forfaits applicables par représentations. Ces forfaits sont votés annuellement par le Conseil d'administration, sur proposition du comité, et différenciés en trois catégories :

- . « Création mondiale »
- . « Reprise de plus de 10 ans d'un spectacle déjà joué dans le théâtre privé »
- . « Reprise de plus de trois ans et de moins de 10 ans »

- Un volet « Emploi », exprimé selon des forfaits applicables par emplois d'artistes et de techniciens engagés, multipliés par le nombre de représentations. Ces forfaits sont votés annuellement par le Conseil d'administration, sur proposition du comité ; ils tiennent compte d'une franchise de deux emplois non aidés, applicable tant aux emplois d'artistes que de techniciens.

Concernant les emplois d'artistes, sont pris en compte les emplois de comédiens, musiciens et danseurs.

Concernant les emplois de techniciens, ne sont pris en compte que les emplois de plateaux, y compris habilleuses.

En cas de second passage du spectacle aidé à Avignon, les représentations du « 2<sup>e</sup> Avignon » ne seront éligibles qu'au seul volet « emploi », et non au volet « activité ».

Dans les trois mois suivant la dernière représentation de la tournée aidée, l'entrepreneur adresse le bilan de l'opération aidée avec :

- Le calendrier des représentations effectivement jouées.
- Le décompte des recettes (y compris d'éventuelles subventions) et les justificatifs correspondants.
- Le décompte des dépenses et les justificatifs correspondants (factures, notes d'honoraires, bulletins de salaires des artistes et techniciens).

Au moment de la remise du bilan, la présentation des décomptes devra suivre le modèle budgétaire type établi par l'ASTP : montage, exploitation, frais d'EOM. Les dépenses seront plafonnées à un dépassement maximum de 10% des frais de montage, d'une part, et des frais d'exploitation, d'autre part, inscrits au budget prévisionnel remis à l'ASTP au moment du dépôt de dossier.

Dès l'acceptation du dossier, sous le contrôle du comité, l'ASTP procède au versement de 60 % du montant théorique de l'aide, arrêté en fonction du nombre de représentations prévues et des barèmes applicables.

A la remise des comptes, et après détermination du résultat par l'ASTP, celle-ci procède au calcul définitif de l'aide, tenant compte du nombre effectif de représentations jouées et du résultat d'exploitation.

En tout état de cause, le cumul des aides allouées par l'ASTP ne peut excéder 70% du montant d'un éventuel déficit.

C'est à partir du calcul définitif de l'aide que l'ASTP procède à un versement complémentaire (au-delà des 60% du montant théorique déjà versés) ou réclame le remboursement partiel ou total de ce premier versement.

Il est précisé que, lorsqu'un spectacle, initialement bénéficiaire de l'aide à la production initiale en tournée est repris dans un théâtre privé, avec la garantie de l'ASTP, le droit de suite du producteur de la tournée est limité à 2,5 % de la recette nette.



## **TITRE VI : LES COMPTES DE SOUTIEN A LA PRODUCTION ET A LA DIFFUSION**

### **Article 29 : Définition ; objet**

Il est créé dans le budget de l'Association une ligne budgétaire dénommée Comptes de soutien à la production et à la diffusion.

Ces comptes de soutien ont pour objet d'assurer, à des entrepreneurs intervenant comme producteurs ou diffuseurs de spectacles, le reversement d'une part de la taxe fiscale dont ils étaient redevables, sous condition de justifier d'une nouvelle activité de production ou de diffusion de spectacles, eux-mêmes assujettis à la taxe fiscale perçue par l'ASTP.

### **Article 30 : Le compte de soutien à la production et à la diffusion de spectacles**

#### Al. 1 : Dispositions générales :

La taxe fiscale perçue auprès d'un redevable de la taxe sur les spectacles, non éligible à la garantie de déficit et n'effectuant pas sa période probatoire dans l'attente de devenir membre actif, est répartie selon les modalités suivantes :

- 35 % des sommes brutes ainsi perçues sont affectés à la section « Aide à l'exploitation de spectacles en lieux fixes » et à diverses charges spécifiques ou aux charges de fonctionnement de l'Association, selon une ventilation arrêtée dans le cadre de l'adoption de ses budgets annuels.
- 65 % sont portés au crédit d'un compte ouvert au nom du redevable.

Les titulaires de ces comptes peuvent demander et obtenir le reversement des sommes ainsi comptabilisées, sans condition d'adhésion à l'Association et dans la limite des deux années civiles suivant celle au cours de laquelle la taxe a été acquittée.

Ils doivent pour cela justifier de la production ou de la diffusion, d'une ou de nouvelle(s) représentation(s) de spectacle(s) assujettie(s) à la taxe fiscale, au profit de l'ASTP, au moyen des formulaires de demande mis à disposition par l'Association.

Passé le délai des deux années civiles au cours desquelles les demandes de reversement doivent intervenir, les sommes non reversées sont mises à la disposition de l'Association.

## Al. 2 : Dispositions particulières :

En cas de co-productions ou coréalizations d'un spectacle entre deux redevables, ceux-ci peuvent convenir de se répartir la déclaration et le versement de la taxe, au pro-rata de leurs accords spécifiques, à la condition d'une information préalable auprès de l'ASTP au moyen d'un formulaire mis à leur disposition, et conjointement signé.

Dans ce cas de figure, leurs comptes de taxe seront crédités à concurrence de 65 % de leurs versements respectifs.

A défaut d'information préalable, si la taxe n'est versée que par un seul des deux co-producteurs ou coréalisateurs, ceux-ci pourront demander et obtenir de l'ASTP un retraitement de leurs comptes respectifs, par débit de l'un et crédit de l'autre, au moyen d'un formulaire mis à leur disposition et conjointement signé.

Cette répartition de la déclaration et du versement de la taxe, ou ce retraitement de la taxe entre deux comptes ne sont pas autorisés, dès lors que le spectacle coproduit ou coréalisé est couvert par la garantie de l'ASTP ; dans ce cas particulier, le théâtre signataire du contrat de garantie demeure le seul et unique redevable.

Par ailleurs, dans des conditions approuvées par le Conseil d'administration, l'accès aux droits à reversement au titre de la taxe sur les spectacles peut, par dérogation aux dispositions de l'article 29, être consenti à des redevables sous condition de justifier de la production ou de la diffusion, d'une ou de nouvelle(s) représentation(s) de spectacle(s) relevant de certaines catégories assujettie(s) à la taxe fiscale sur les spectacles, y compris lorsqu'elle n'est pas perçue au profit de l'ASTP.

## **TITRE VII**

### **AUTRES DISPOSITIFS PARTICULIERS**

#### **Article 31 : L'aide à la reprise**

Disposant d'une ligne budgétaire spécifique, dotée à l'origine par des crédits du ministère de la Culture et de la Communication, l'aide à la reprise, consentie sous forme de prêt est destinée à compléter le plan de financement d'un professionnel soucieux d'acquérir son outil de travail, contribuant ainsi à pérenniser et protéger la vocation artistique des Théâtres privés.

Ce prêt peut être sollicité tant pour l'acquisition du fonds de commerce d'un théâtre privé que pour l'acquisition d'une partie majoritaire ou de la totalité des parts sociales d'une société d'exploitation d'un théâtre privé.

Sur proposition du Président, et au vu d'une promesse de vente et d'un plan de financement, le Conseil d'administration délibère sur le montant de l'aide accordée, sous la forme d'un prêt sans intérêt, remboursable en cinq annuités.

Suite à l'accord du Conseil d'administration, un acte signé avec l'attributaire de l'aide à la reprise précise les modalités de remboursement du prêt, les garanties s'y attachant et les clauses de remboursement anticipées, parmi lesquelles figureront obligatoirement la perte de la qualité d'adhérent à l'ASTP ou la revente du théâtre, avant le terme du remboursement de l'aide accordée.

Les garanties devront notamment prévoir un nantissement de fonds de commerce ou des parts sociales de la société exploitante, ainsi qu'une assurance décès-invalidité de la personne physique désignée comme « homme- Clé » de l'opération.

Les remboursements des annuités d'aide à la reprise viendront alimenter la ligne budgétaire dédiée à ce dispositif, sans pouvoir connaître d'autres affectations.

L'aide à la reprise n'a pas pour vocation de favoriser la réalisation de plus- value financière à l'occasion de la cession de fonds de commerce, parts sociales ou actions ayant conduit de plein droit au remboursement anticipé du prêt « Aide à la reprise ».

Dans ce cas de remboursement anticipé du capital restant dû, et dans la mesure où l'opération de cession dégagerait une plus-value de plus de 5% par année au profit du cédant bénéficiaire du prêt initial, (soit plus de 5 % en année 1, plus de 10 % en année 2, plus de 15 % en année 3, plus de 20 % en année 4 et plus de 25 % en année 5), ce dernier devra payer à l'ASTP, à titre de contribution à la solidarité, une indemnité de remboursement anticipé égale à 50 % de la quote-part de plus-value constatée, et ce au prorata de l'intervention du prêt « Aide à la reprise » dans le plan de financement de l'acquisition initiale.

Les fonds ainsi récupérés viendront abonder la ligne « Aide à la reprise », et ne pourront connaître d'autres affectations.

- **Exemple d'application :**

Soit un théâtre acquis 2 M€, avec une aide à la reprise de 600 K€, représentant 30 % du plan de financement.

Dans l'hypothèse où ce théâtre était revendu dans le courant de la 4<sup>e</sup> année, le seuil de plus-value taxable serait fixé à 2,4 M€ (Valeur d'achat initial + 20 %).

En admettant que le théâtre soit revendu 2,6 M€, l'indemnité de remboursement anticipé due à l'ASTP sera ainsi calculée :

- Montant de la plus-value taxable : 200 K€ (soit 2,6 M€ – 2,4 M€).
- Assiette de calcul de l'indemnité = 30 % de 200 K€ = 60 K€ (Soit la part de l'aide à la reprise dans le plan de financement initial).
- Montant de l'indemnité due à l'ASTP= 30 K€ (soit 50 % de 60 K€).

**Article 32 : L'aide sur Fonds d'intervention**

Les entreprises adhérentes peuvent prétendre à une aide sous forme de prêts au titre du « Fonds d'intervention » de l'Association.

Destinée à répondre à des difficultés passagères dans l'activité et la trésorerie de l'entreprise, ces aides sont allouées sous forme de prêts sans intérêt, remboursables en cinq annuités au maximum.

Elles sont accordées par décision du Conseil d'administration, sur proposition du Président, la délibération précisant le montant de l'aide, le calendrier et les modalités de remboursement.

Suite à l'accord du Conseil d'administration, un acte signé avec l'attributaire, précise les modalités de remboursement du prêt, les garanties s'y attachant et les clauses de remboursement anticipé, parmi lesquelles doit obligatoirement figurer la perte de qualité d'adhérent à l'ASTP ou la cession de l'entreprise attributaire.

Par ailleurs, les clauses de garanties pourront s'étendre aux aides auxquelles peut prétendre l'entreprise attributaire au titre de la section à laquelle elle adhère.

## **TITRE VIII**

### **LES ACTIONS EN FAVEUR DE L'INTERÊT GENERAL DE LA PROFESSION**

#### **Article 33 : Objet ; financement ; mise en œuvre**

L'Association est autorisée à soutenir des actions en faveur de l'intérêt général de la profession, à titre occasionnel ou durable.

Ces actions doivent être approuvées par le Conseil d'administration, et ratifiées par l'Assemblée générale dès lors qu'elles impliquent directement les adhérents de l'Association.

Elles peuvent prendre la forme d'aides financières allouées à des organismes tiers, d'aides spécifiques allouées aux adhérents de l'Association au titre de leur participation aux actions engagées, ou encore de prestations de services prises en charge par l'Association.

Dans le premier cas, leur financement doit intégralement être supporté par les ressources de la taxe fiscale instaurée au profit de l'Association, dans les termes fixés par le décret du 6 février 2004.

Dans tous les cas, le financement de ces mesures doit faire l'objet de l'inscription des crédits correspondants, dans les budgets primitifs ou modifiés soumis au vote des instances de l'Association.

#### **Article 34 : Le dispositif des «Cartes et chèques de fidélité »**

Afin de fidéliser les spectateurs des théâtres adhérents de l'Association, celle-ci met gratuitement à leur disposition une « Carte de fidélité ».

Cette carte est tamponnée par le théâtre pour chaque achat de place à plein tarif. Chaque carte tamponnée 8 fois donne lieu à remise d'un chèque-fidélité de 20 € au détenteur de la carte, à valoir sur tout achat de place à plein tarif dans tous les théâtres adhérents.

Les théâtres sont ensuite remboursés par l'Association, à hauteur de 20 € pour chaque chèque-fidélité qu'ils lui retournent.

Le montant et les conditions de remboursement des chèques fidélité peuvent être modifiés par délibération du Conseil, soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le financement de ce dispositif est assuré par une part de la subvention annuelle du Ministère de la Culture ; les recettes et dépenses correspondantes font l'objet d'une ligne spécifique dans le budget et les comptes annuels de l'Association.

### **Article 35 : L'opération « Places jeunes »**

Afin d'encourager la fréquentation des théâtres adhérents de l'Association par le public jeune, celle-ci met en place à leur attention un dispositif tarifaire spécifique dénommé « Places jeunes », répondant aux caractéristiques suivantes :

- Les jeunes de moins de 26 ans peuvent acheter des places de 1<sup>ères</sup> ou 2<sup>es</sup> catégories au tarif unitaire de 10 €.
- Les théâtres adhérents de l'Association et implantés sur le territoire de la Ville de Paris sont tenus de proposer un minimum de 4 « places jeunes » par représentation, les mardis, mercredis et jeudis.
- Ils sont également tenus de s'assurer de l'âge effectif du spectateur, en réclamant, si nécessaire, un justificatif d'état civil.
- Seules les représentations de spectacles assujettis à la taxe perçue au profit de l'Association peuvent donner lieu à commercialisation des « Places jeunes ».
- Le théâtre adhérent de l'ASTP ne pourra bénéficier des compensations « Places jeunes » au titre de représentations de spectacles ayant fait l'objet d'une mise à disposition (location).
- Les représentations de spectacles « Jeune Public » (qu'il s'agisse de spectacles conçus et dénommés comme tels ou d'adaptations de pièces du répertoire à l'intention du Jeune public) n'ouvriront plus droit aux compensations « Places Jeunes », qu'elles soient ou non assujetties à la taxe ASTP, et quels que soient les horaires des représentations.
- En cas de commercialisations de « Places jeunes » autres qu'au guichet, les théâtres sont autorisés à percevoir des frais de réservation, au-delà des 10 € de valeur faciale du billet.
- Sur présentation de leurs bordereaux de recettes, permettant d'identifier les « Places jeunes » commercialisées au tarif de 10 €, les théâtres obtiennent une dotation compensatoire de 5 € par place vendue auprès de l'Association. Ils disposent pour cela d'un délai de 4 mois suivant la date de la représentation concernée.

Le tarif et les conditions de compensation des « Places Jeunes » peuvent être modifiés par délibération du Conseil, soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le financement de ce dispositif est assuré par une part de la subvention annuelle de la Ville de Paris ; les recettes et dépenses correspondantes font l'objet d'une ligne spécifique dans le budget et les comptes annuels de l'Association.

## **ANNEXE 1**

### **PROTOCOLE DE PREVENTION DES VIOLENCES ET DU HARCELEMENT SEXISTES ET SEXUELS**

Chaque structure adhérente à l'ASTP s'engage à former le représentant légal de la structure adhérente aux fondamentaux en matière de VHSS et fournir à l'ASTP l'attestation de fin de formation.

La formation, d'une durée de sept heures minimum, doit être réalisée par la personne représentante légale de la structure ou toute personne disposant d'une délégation de pouvoir, auprès d'un organisme de formation certifié Qualiopi.

L'objectif général de cette formation vise à développer une vigilance commune pour prévenir et agir contre les violences sexistes et sexuelles dans le cadre professionnel.

Elle devra aborder le cadre légal, identifier les mécanismes de violence et de harcèlement sexistes et sexuels, leurs causes et leurs conséquences, ainsi que les victimes et les harceleurs, donner des outils pour être en capacité de faire face aux situations de violences sexistes et sexuelles du cadre professionnel, présenter les modalités de prise en charge d'une victime.

De même, chaque structure adhérente à l'ASTP s'engage à :

- Respecter le code du travail, qu'il s'agisse des obligations générales ou spécifiques de l'employeur ;
- Informer et sensibiliser l'ensemble de ses équipes à la prévention des violences sexistes et sexuelles ;
- Mettre en place un plan de prévention des risques et un dispositif de signalement ;

Evaluer régulièrement sa démarche au plus tous les trois ans.

## ANNEXE 2 : CHARTE D'ENGAGEMENT POUR UN THEATRE DURABLE

### AVANT-PROPOS

Face au consensus scientifique international autour de la crise climatique et conscients des conséquences graves et concrètes que celle-ci engendre sur l'environnement, la biodiversité et la vie humaine, les adhérent·e·s de l'ASTP s'engagent dans une démarche collective de transformation de leurs pratiques professionnelles afin de réduire l'impact écologique de leur activité de production et de diffusion de spectacles.

Première étape de la feuille de route en faveur de la transition écologique adoptée en Assemblée générale de l'ASTP en juin 2023, la présente charte d'engagement traduit notre volonté de nous donner un cadre d'action afin que chacun·e puisse, selon la réalité de sa structure, se mobiliser et agir dès à présent, quels que soit sa taille, son contexte géographique et les spécificités de son territoire d'implantation, son métier, son niveau de sensibilisation aux enjeux de transition écologique.

Notre charte s'inscrit dans la droite ligne des pistes d'actions identifiées dans le cadre des travaux collaboratifs menés par l'écosystème du spectacle vivant depuis quelques années, et dont l'ASTP est partie prenante<sup>1</sup>, ainsi que par le ministère de la Culture, dont le Guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique de la culture est paru fin 2023.

Afin d'impulser une dynamique porteuse de changements concrets au sein de notre réseau d'adhérents, nous favorisons une approche évolutive, pragmatique et fédératrice qui repose avant tout sur des valeurs de responsabilité et de solidarité. Il s'agit ainsi d'encourager les prises de conscience par la sensibilisation et la formation, de cheminer ensemble et d'accompagner chacun·e dans le changement progressif de ses pratiques. Un système de mentorat informel sera notamment proposé par nos adhérent·e·s déjà avancé·e·s dans la démarche, volontaires pour partager leur expérience.

La charte est annexée au règlement intérieur de l'ASTP et son respect est une condition d'adhésion à l'ASTP et d'accès aux dispositifs de soutien.

Notre démarche est ambitieuse. Sa mise en œuvre sera aidée, encadrée et développée dans une temporalité réaliste.

**Notre défi : engager 100% des adhérent·e·s de l'ASTP sur la transition énergétique et écologique.**

### *Modalités de mise en œuvre*

La charte est évolutive dans le temps et en termes d'engagement. Concrètement, chaque signataire est tenu·e à un premier niveau d'engagements simples **dans l'année qui suivra la signature de la charte** (désignée comme « année 1 » dans ce document). Ces engagements seront renforcés et enrichis progressivement au fil des années, en tenant compte de l'évolution du cadre réglementaire et légal dans lequel nous évoluons.

Notre engagement s'articule autour de trois modalités d'action : **Sensibiliser – Recycler – Réduire.**

Pour chaque bloc thématique, la charte précise :

- les engagements à tenir et leur temporalité,
- des propositions « pour aller plus loin »,
- des ressources pour accompagner les adhérent·e·s.

Certains engagements seront spécifiques aux métiers de tourneurs·euses ou à la gestion d'un lieu fixe.

---

<sup>1</sup> L'ASTP est en effet co-signataire du Plan d'action pour la transition écologique, adopté, en janvier 2024, par 13 organisations professionnelles du spectacle vivant, accompagnées par l'association Arviva - Art vivant, Art durable



## LES ENGAGEMENTS DES ADHÉRENTS

### 1 - SENSIBILISER

En année 1, nous nous engageons à :

- **Former le-la dirigeant·e** : suivre une formation d'une journée minimum sur la transition écologique.
- **Sensibiliser les équipes de permanents** : transmettre la charte ASTP accompagnée du *document ressources* fourni par l'ASTP, à tous·tes les salarié·e·s
- **Sensibiliser les équipes extérieures ainsi que les prestataires/fournisseurs** : faire apparaître cet engagement à la charte ASTP dans les contrats de travail intermittents, les règlements intérieurs, les contrats commerciaux (coréalisation, cession, prestataires).

*Pour aller plus loin, les recommandations de l'ASTP :*

- *Mettre en place une signalétique pédagogique dans les locaux*
- *Organiser des temps d'information et de sensibilisation avec les salariés : fresque du climat, du numérique, des mobilités...*
- *Étendre aux salarié·e·s la formation sur la transition écologique => objectif 2028*

#### Résultats attendus et temporalité

- **Année 1 – Fin Janvier 2025** (ou, pour les nouveaux adhérents, à l'issue de l'année suivant la signature de la charte)
  - ☐ 100% des dirigeant·e·s formé·e·s
  - ☐ Charte et documentation transmises à 100% des équipes permanentes<
- Contrats amendés avec référence explicite à l'engagement signé/charte
- **Janvier 2026**
  - ☐ 1/3 des CDI formé·e·s
- **Janvier 2027**
  - ☐ 2/3 des CDI formé·e·s
- **Janvier 2028**
  - ☐ 100% des CDI, CDD d'un an et + formé·e·s

### 2 - RÉDUIRE

En année 1, nous nous engageons à :

- **Nous informer et sensibiliser nos équipes à la sobriété énergétique** : thermostats, programmation, capteur présence lumière, gestion de l'eau, lutte contre le gaspillage, usages numériques... : diffuser le livret ressource "bonnes pratiques" compilé par l'ASTP
- **Calculer notre empreinte environnementale** : effectuer son diagnostic via l'outil gratuit de Simulation

d'Empreinte Environnementale pour le Spectacle SEEDS d'Arviva.  
*Un calculateur adapté aux Tourneurs sera à identifier.*

⇒ En se basant sur les résultats obtenus via le calculateur SEEDS comme point de référence, **entamer une politique de réduction des consommations d'énergie** > parc lumière, respect des préconisations de l'Etat sur les fluides, etc...

- **Contribuer à une enquête collective sur la mobilité des publics** en diffusant un formulaire à sa base clients (coordination et gestion de l'enquête par l'équipe de l'ASTP).

*Pour aller plus loin, les recommandations de l'ASTP :*

- *Sur la base des recommandations du ministère de la transition écologique sur le numérique responsable, notamment, identifier quelques **usages numériques** à transformer au sein de nos structures.*

#### Résultats attendus et temporalité

- **Janvier 2025**
  - ☐ 100% des salarié-e-s ont été sensibilisé-e-s via les ressources compilées par l'ASTP.
  - ☐ 100% des structures adhérentes ont réalisé leur diagnostic grâce au calculateur SEEDS.
  - ☐ 100% ont accepté d'administrer l'envoi du questionnaire d'enquête sur la mobilité de leurs publics (en liaison avec l'ASTP en charge de la gestion de l'enquête).
- **Janvier 2027**
  - ☐ 100% du parc lumière remplacé par une technologie Led.
  - ☐ Réduction significative des consommations énergétiques sur les postes choisis.

## 3 - RECYCLER

En année 1, nous nous engageons à :

- **Nous informer** sur la réglementation relative à la gestion des déchets en entreprise (loi AGEC).
- A partir du diagnostic SEEDS, **nous fixer un objectif de réduction annuel** en termes de production de déchets
- **Mettre en place des solutions de tri et recyclage sur les trois familles de déchets les plus impactantes** pour notre structure (papier, plastique, verre, carton, ampoules, piles, cartouches d'encre, bois...)

*Pour aller plus loin, les recommandations de l'ASTP :*

- *Mettre en place des solutions de tri et recyclage pour l'ensemble des 8 familles de déchets*
- *Mettre en œuvre le recyclage des décors, costumes et accessoires (en interne, via des recycleries, etc.)*

#### Résultats attendus et temporalité

- **Janvier 2025 – puis tous les ans**

100% des structures adhérentes ont adopté une politique de recyclage qui est communiquée en interne et aux prestataires.

### Modalités de suivi

Le suivi de la mise en place des actions et des résultats obtenus sera effectué selon les modalités suivantes :

**Pour chaque modalité d'action, des justificatifs seront demandés :**

- Attestations de formation
- Grille annuelle de suivi des résultats, précisant les choix de postes prioritaires pour la gestion des déchets, la réduction des consommations énergétiques etc.
- Attestations sur l'honneur
- Envoi des factures illustrant la baisse des consommations énergétiques etc...

## L'ASTP SE MOBILISE ET S'ENGAGE

1. **L'ASPT appliquera les engagements de la charte en tant que structure, au même titre que ses adhérents.**
2. **Elle réalisera un document "ressources"** (mis à disposition sur le site web de l'ASTP).  
Identification, centralisation et relai de toute information utile, liens vers des ressources externes, voire, des prestataires (Audit, diagnostics...), exemples de bonnes pratiques du secteur...
3. **Elle assurera une mise en relation avec les entités externes « ressources », notamment les syndicats** (en relation avec l'Opco Afdas) et Arviva (outil SEEDS, calculateur d'impact environnemental).
4. **Elle animera la mise en réseau des adhérents afin de faciliter la transformation des usages et pratiques professionnelles :**
  - Coordination de **temps d'échanges entre adhérents** sous forme de partage d'expérience, de webinaires avec **interventions d'experts sur des sujets techniques** (LED, chaudières, isolation, loi AGECE : identification de solutions simples à mettre en œuvre...), selon les besoins exprimés par les adhérents.
  - Mise en place d'un **mentorat informel entre adhérents** pour favoriser l'entraide (notamment pour mener à bien la mesure d'empreinte carbone).
5. **Elle mènera un sondage sur la mobilité des publics du théâtre privé, relayé par ses adhérents, avec l'aide d'un prestataire.**
6. **Elle coordonnera le suivi des actions requises dans le cadre de cette charte.**
  - Création d'une grille de suivi annuel des résultats atteints par chaque structure adhérente et plus globalement, de la progression collective au sein du réseau ASTP.
  - Consultation régulière des adhérents pour mesurer l'avancée de la mise en œuvre de la charte en année 1 (juin 2024 + septembre 2024) et proposer un accompagnement si besoin.
  - L'ASTP s'engage à mobiliser des ressources pour le traitement et l'analyse des données récoltées annuellement.

### **ANNEXE 3 : CHARTE D'UTILISATION DE L'ENSEIGNE THEATRES ET PRODUCTEURS ASSOCIES.**

Charte graphique

<https://www.dropbox.com/s/vpmnncrz5s6p73d/TPA-CHARTE-LITE-LOGO-V1.pdf?dl=0>